

008	UTBM Service communication	Le Monde	18 février 2020
		Planète	international - Coronavirus - Chine - échanges internationaux

Les échanges universitaires entre la France et la Chine perturbés

Le pays accueille près de 11 000 étudiants français, dont une bonne part à Shanghai, et en envoie 28 000 dans l'Hexagone

Le 13 janvier se tenait en grande pompe à Bordeaux la cérémonie de parrainage de la nouvelle promotion de l'Institut franco-chinois créé par l'école de commerce Kedge avec l'université Renmin du Peuple de Chine, à Pékin, pour former des étudiants chinois francophones. Un profil très prisé par des groupes comme L'Oréal – parrain de la promotion de cette année –, pour qui « les "millennials" chinois apportent une vision inédite ».

Moins d'un mois plus tard, Kedge fait savoir qu'elle préfère « ne pas du tout communiquer sur les questions liées de près ou de loin au coronavirus ». Toutes les écoles et universités françaises présentes en Chine ne pratiquent pas le même « couvre-feu » médiatique. Mais toutes marchent sur des œufs. « Nous sommes très attentifs à la continuité de nos relations avec nos partenaires chinois », dit Benjamin Morisse, le directeur des programmes de l'École supérieure des sciences commerciales d'Angers (Essca), installée à Shanghai depuis 2007. Des partenaires très sourcilleux sur l'attitude des Occidentaux quant à cette crise. D'autant plus en ce qui concerne l'enseignement supérieur, l'un des fers de lance du « soft power » déployé par le président Xi Jinping.

Le campus local de l'Essca a été fermé jusqu'à début mars sur décision de la municipalité de Shanghai. Parmi ses 250 élèves, « seule une moitié a exprimé le souhait de rentrer en Europe pour éviter le confinement qui leur est imposé sur place ». Les autres ont préféré rester « parfois contre l'avis de leur famille », révèle M. Morisse. La centaine déjà rentrée en France, en Belgique, aux Pays-Bas est sous observation, mais pas en quarantaine proprement dite. « Shanghai est loin de l'épicentre de Wuhan », tient à rassurer le directeur des programmes. Ce qui n'empêche pas les rapatriés de « respecter, par principe de précaution, une période

LA SITUATION PERMET D'EXPÉRIMENTER À GRANDE ÉCHELLE DE NOUVELLES TECHNOLOGIES DE PÉDAGOGIE À DISTANCE

de retrait de quatorze jours avant de pouvoir se rendre sur l'un des campus de l'école, en France ou en Europe ». Quant aux 120 étudiants chinois qui ont commencé leur semestre le 6 janvier en France, « aucun n'est parti pour le Nouvel An lunaire, ils sont tous restés ici ».

A Nantes, Audencia dit être « en contact permanent » avec ses expatriés, « sachant qu'il n'y en a pas dans la région de Wuhan ». Les étudiants, membres du personnel et professeurs qui ont séjourné ou ont été en contact avec des personnes ayant voyagé dans la province du Hubei « font l'objet d'une dispense scolaire pour une durée de quatorze jours ».

Stratégie « pas remise en cause »
A l'université de technologie de Troyes (UTT), où la rentrée du second semestre doit avoir lieu le 24 février, « tous les départs vers la Chine ont été suspendus. Cela concerne une cinquantaine de personnes ». Une cellule de veille fait « un point quotidien sur l'évolution de la situation ». A ce stade, le coronavirus « ne remet pas en cause notre stratégie en Chine ». Une stratégie de grande ampleur, déployée avec ses deux homologues de Compiègne (UTC) et de Belfort-Montbéliard (UTBM), pour former chaque année quelque 1300 étudiants, chinois, européens et français, au sein de l'université de technologie sino-européenne de l'université de Shanghai (UTSEUS), fondée en 2006.

La crise sanitaire va-t-elle gripper la mécanique d'échanges

universitaires franco-chinois ? L'heure est dans l'immédiat aux mesures d'urgence. Mais à moyen terme, reconnaissent à mi-voix plusieurs observateurs français, la question de la Chine comme destination phare et partenaire universitaire incontournable risque de se poser.

En Chine, le ministère de l'éducation décomptait 10 700 étudiants français en 2018 (sur un total affiché de 492 000 étudiants étrangers). À l'heure de la mondialisation à l'anglo-saxonne de l'enseignement supérieur, et de la montée en puissance des « étudiants voyageurs » (2% de la population étudiante mondiale d'ici à 2025), la France est une alternative très prisée. Même si elle n'est que le huitième pays d'accueil des étudiants chinois (28 436 inscrits en 2018-2019, dont un quart en écoles de commerce), nul n'oublie que plus de 2 000 jeunes Chinois vinrent y étudier au lendemain de la Grande Guerre, dont un certain Zhou Enlai, le bras droit de Mao.

Les grandes écoles françaises furent parmi les premières à miser sur la Chine, s'installant en priorité du côté de Shanghai, la capitale financière du pays. Maigre consolation, l'un des enseignements positifs de la situation actuelle est l'expérimentation à grande échelle de nouvelles technologies de pédagogie à distance pour limiter la casse dans le déroulement des cursus. Ainsi du système Teams de Microsoft ou de la plate-forme Moodle déployés à l'Essca pour permettre, tant aux étudiants restés sur place à leur demande qu'à leurs camarades rapatriés, de continuer à travailler ensemble grâce à des visioconférences. « Des technologies que nous avons utilisées en France au moment des grèves de décembre 2019 pour nos étudiants en alternance qui avaient du mal à se déplacer entre leurs entreprises et les campus », précise Benjamin Morisse. ■

PASCAL GALINIER